PROJET DE COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU 17 DECEMBRE 2020

Membres présents : Guillaume BONIN, Didier MAZILLE, Jacqueline BALAZUN, Pascale MANFREDI-VIELFAURE, Agnès FOURNIER, Marie-France CONSTANT, André JOUVE, Annette VAN DONGEN, Pierre GLACHANT

Ouverture de la séance à 19 heures

En préalable à l'ouverture officiel du Conseil Municipal, Guillaume BONIN propose de faire le point, pour information, de la situation sanitaire sur la commune.

L'EHPAD a connu une situation sanitaire tendue depuis vendredi dernier avec un cas positif et un décès. Une opération de tests PCR a été conduite ce mardi 15 pour l'ensemble des résidents et personnels. Le bilan est de 22 cas positifs chez les résidents et 3 chez les agents. 6 résidents ont été admis à l'unité COVID à Joyeuse dont un a pu regagner l'EHPAD dès hier.

La situation des ressources humaines est tendue avec des absences, des demandes de report de congés de la part de la Direction sur la période de Noël.

Le « bus santé » de la Région proposera des tests antigéniques pour la population ce vendredi toute la journée. La municipalité a initié, avec l'appui de la préfecture et de l'ARS une opération supplémentaire de tests qui se déroulera à la Pourette lundi 21 décembre de 12h à 16h.

Compte tenu de la situation actuelle, Guillaume BONIN a pris la décision de reporter la distribution des colis de Noël du CCAS dès que la situation sanitaire le permettra. Jacqueline BALAZUN et Agnès FOUNIER, tout en approuvant cette décision, font remarquer qu'elle ajoute à l'isolement de certaines personnes.

La séance du Conseil Municipal s'ouvre officiellement à 19h25

1/ Désignation du secrétaire de séance : Didier MAZILLE

2/ Approbation du CR du CM du 29.08.2020 : Le CR est approuvé à l'unanimité

3/ Dissolution du SICV :

Guillaume BONIN rappelle l'historique de ce syndicat créé initialement entre les communes de Montselgues, Loubresse, Laboule, Beaumont, St Mélaney, Dompnac, Valgorge pour porter ensemble le coût de projets collectifs. La loi NOTRE (2015) a remis en cause ces syndicats au profit des CDC. Le processus de dissolution démarré en 2015 a été finalisé en 2019. Le Préfet a pris un arrêté de dissolution du SICV le 16/10/2020 avec effet au 01/07/2019. Un liquidateur a été nommé pour solder les comptes. Il ressort un reliquat de trésorerie affecté à chaque commune.

Guillaume BONIN propose de délibérer sur l'information de l'arrêté du Préfet et l'acceptation du reliquat de trésorerie pour la commune de Valgorge.

Approbation par 9 voix pour

4/ groupement d'achat du SDE07 pour la fourniture d'électricité

André JOUVE, membre du SDE07 présente la situation. Le marché de l'électricité a été libéralisé pour les communes avec la suppression des tarifs réglementés au 1er Janvier 2021. Beaucoup de communes, en partenariat avec le SDE07, ont souhaité monter un groupement d'achat pour négocier de meilleures conditions à l'échelle de toute l'Ardèche. L'ancienne équipe municipale avait anticipé cette échéance en choisissant ANTARGAZ comme fournisseur pour le gaz et l'électricité.

Le SDE07 propose de négocier, pour l'ensemble des communes d'Ardèche qui adhèreraient, le marché de l'électricité.

Jacqueline BALAZUN souligne que les tarifs signés avec ANTARGAZ tenaient compte de la fourniture groupée pour le gaz et l'électricité. Il conviendra d'évaluer le coût par Antargaz de la fourniture uniquement pour le gaz.

L'échéance de l'engagement avec Antargaz est pour 2022.

Guillaume BONIN propose de délibérer sur l'adhésion de la commune de Valgorge au groupement d'achat du SDE07

Approbation par 8 voix pour et 1 absence (Jacqueline BALAZUN)

5/ Autorisation du Maire à accepter les dons

Des dons sont parfois reçus en mairie de la part d'habitants. Ces dons peuvent être de tous montants. Ils sont parfois versés en contrepartie à des services rendus (bois, fauche, pâturage, ...) ou pour soutenir un projet spécifique. Il convient de donner l'autorisation globale au maire pour accepter ces dons.

Guillaume BONIN propose de délibérer sur l'autorisation donnée au maire d'accepter des dons pour la commune.

Approbation par 9 voix pour

6/ Délibération pour ligne de trésorerie :

Guillaume BONIN présente l'existence d'une ligne de trésorerie dont dispose la commune pour pouvoir faire face à des décaissements quand le délai des encaissements diffère. Guillaume BONIN précise que cette ligne de trésorerie est une sécurité mais que la gestion actuelle de la trésorerie nous amène à très fortement réduire son utilisation.

Didier MAZILLE précise que cette ligne de trésorerie s'élève à 60 000 € et qu'elle est soumise à un taux d'intérêt de 0,83% uniquement sur les sommes sollicitées (pas d'intérêts à payer en cas de non utilisation).

Cette ligne de trésorerie est renouvelée chaque année et doit faire l'objet d'une délibération

Guillaume BONIN propose de délibérer pour autoriser la signature de la ligne de trésorerie pour l'année 2021 pour un montant de 60 000 €

Approbation par 9 voix pour

7/ Vente du Mécalac

L'ancienne équipe municipale avait validé la vente du Mécacalac actuel pour le remplacer.

Dans un premier temps ce Mécacalac devait être vendu au SIVTA. Ce syndicat a changé de stratégie avec l'achat de matériel plus récent. Le SIVTA annulant l'achat, il a été procédé à la vente auprès de particulier.

La vente s'est faite au profit de Monsieur Grégory Théraube, habitant Lablachère, pour le prix de 11 000 €.

Guillaume BONIN propose de délibérer sur la vente du Mécacalac dans les conditions ci-dessus.

Approbation par 9 voix pour

8/ Convention entre la mairie et le SDIS

Guillaume BONIN présente la situation qui cadre la possibilité aux pompiers du centre de secours de Valgorge, par ailleurs agents de la collectivité, de pouvoir les libérer en cas de besoin quand ils sont en situation de travail.

Ces conventions concernent Aurélien ESMEL et André SARRAZIN.

Le SDIS propose la mise à jour de ces conventions.

Guillaume BONIN propose cette mise à jour qui porte sur le départ des agents en cas de besoin et la capacité de suivre les formations réglementaires à raison de 5 jours/an

Guillaume BONIN propose de délibérer sur la demande du SDIS d'actualiser les conventions dans les conditions décrites ci-dessus

Approbation par 9 voix pour

9/Augmentation du temps de travail d'un agent.

Didier MAZILLE présente la situation du service administratif qui comprend 2 agents dont un à 0,9 ETP, l'autre à temps plein.

La charge de travail et la nouvelle organisation des activités entre les 2 agents conduisent à proposer l'augmentation du comptable de 32h à 35 heures par semaine avec effet au 01/01/2021.

Guillaume BONIN propose de délibérer sur le passage de 32 à 35 heures par semaine pour le comptable avec effet au 01/01/2021.

Approbation par 9 voix pour

10/ Mise en place du RIFSEEP :

Didier MAZILLE présente l'évolution du régime indemnitaire pour les agents.

Le RIFSEEP (Régime Indemnitaire sur les Fonctions, Sujétions, Expertise et Engagement Professionnel) est venu réformer le régime en place. Ce nouveau régime comprend 2 éléments. D'une part l'IFSE (Indemnité sur les Fonctions, Sujétions et Expertise) et le CIA (Complément Indemnitaire Annuel) d'autre part. L'évaluation porte sur les compétences et l'engagement professionnel et repose sur un entretien annuel. Il convient, pour la collectivité, de délibérer sur les conditions d'octroi de ces indemnités lesquelles seront soumises pour avis au centre de gestion territorial.

Sur proposition de Didier MAZILLE, Guillaume BONIN propose de délibérer sur les points suivants

- Date de mise en oeuvre : 01/01/2021

- Bénéficiaires : tous les agents y compris les contractuels dont le contrat est supérieur à 3 mois
- Fixe les conditions d'attribution : Pour le IFSE, l'indemnité est comprise entre 1100 et 5000 € par an – pour le CIA, l'indemnité est comprise entre 100 et 1200 €
- La périodicité des versements sera mensuelle pour le IFSE et annuelle pour le CIA après les entretiens professionnels qui se dérouleront en octobre de chaque année.
- Les indemnités suivront le sort du traitement des agents en cas d'absence pour maladie, accident du travail,...

Approbation par 9 voix pour

11/ Régie d'encaissement des amendes : nomination d'un régisseur

Guillaume rappelle la délibération prise pour installer une régie susceptible d'encaisser les amendes qui peuvent mettre le Maire et les Adjointes au titre de leur pouvoir de police municipale.

Le dispositif doit être complété par une délibération qui nomme un régisseur responsable de cette régie.

Guillaume BONIN propose de nommer le comptable pour être régisseur.

Approbation par 9 voix pour

12/ Camping, aire naturelle

Pierre GLACHANT explique que des caravanes sont installées à demeure sur l'aire naturelle en application du tarif « garage mort » instauré par la commune.

Ces caravanes sont souvent dégradées et offrent une image peu valorisante de l'aire naturelle.

La proposition est de supprimer le tarif « garage mort » rendant impossible le stationnement des caravanes durant la période de fermeture.

Un courrier a été adressé aux 3 propriétaires des caravanes pour qu'ils enlèvent leur caravane.

Guillaume BONIN propose de délibérer sur la suppression du tarif « garage mort »

Approbation par 9 voix pour

13 / Demande de M. Et Mme CASTELLI :

Guillaume BONIN explique la demande de M. et Mme CASTELLI qui envisagent la construction d'une terrasse accolée à leur habitation mais qui se situerait au-dessus d'un chemin communal qui n'est pas carrossable.

Cette terrasse se situerait 2,3 m au-dessus du chemin et serait réalisée avec des pierres de pays pour respecter le cadre.

Le Maire peut vérifier la bonne exécution des travaux.

Guillaume BONIN propose de délibérer pour donner l'accord sur l'utilisation du domaine public à M. et Mme CASTELLI.

Approbation par 8 voix pour - Jacqueline BALAZUN ne prend pas part au vote

14/ Parking communal de St Martin

Guillaume Bonin explique la situation en faisant un rappel historique Dans la continuité d'une délibération de 2012 par laquelle la ruine en dessous du parking situé à St Martin (face au « romarin ») leur été cédée pour 1 € symbolique, Éric et Rinell LEIBBRAND devaient procéder à la création/réfection du mur de soutènement permettant d'agrandir le parking vers le fond. A ce jour, le mur n'a pas été édifié et la ruine pas reconstruite, notamment parce que le terrain avait perdu un temps son statut de terrain constructible.

Le projet est de nouveau actualisé et a fait l'objet de nouvelles négociations. Aujourd'hui, il leur a été rappelé de respecter l'engagement de 2012 qui comprenait l'édification d'un mur de soutènement.

Cependant, pour la réalisation effective de ce projet, il apparaît nécessaire de rectifier la limite entre la parcelle communale et la parcelle privée, cette limite étant très irrégulière. Afin de faire de cette limite un trait droit, et de permettre la mise en place d'un drain sur 90 cm de largeur derrière le mur de la ruine à reconstruire, il est proposé :

- un échange (M. et Mme LEIBBRAND rétrocèdent une petite partie, en échange d'une partie équivalente rétrocédée par la commune, pour une surface approximative de 4m²)
- et une vente de la commune à M. et Mme LEIBBRAND pour une superficie approximative de 20m²

Les plans qui ont été présentés sont à disposition en Mairie, annexés à la délibération, et serviront de base à la délimitation par le Géomètre.

Guillaume BONIN propose de délibérer pour approuver :

- Que cette opération est conditionnée à la réalisation aux frais de M. et Mme LEIBBRAND du mur de soutènement pour agrandir le parking
- Que ce mur devra présenter des conditions de solidité pour permettre aux véhicules de se garer au dessus en sécurité
- L'arpentage sur le terrain du projet présenté
- La rédaction d'un acte en la forme administratif
- L'autorisation du Maire à signer la vente
- L'ensemble des frais seront supportées par M. et Mme LEIBBRAND

Approbation par 8 voix pour et 1 voix contre (Jacqueline BALAZUN)

15/ Prise de compétences « Natura 2000 - Espaces Naturels

Sensibles »

Guillaume BONIN rappelle le contexte avec

- Le classement en Espace Naturel Sensible du Tanargue pour ses qualités environnementales et paysagères (politique du Département de l'Ardèche)
- Le classement en Natura 2000 de la quasi totalité de notre commune pour la présence d'espèces et/ou d'habitats protégés à l'échelle de l'Union Européenne.

Valgorge est concerné par les 2 dispositifs, qui sont en Ardèche regroupés pour plus d'efficacité.

Un site concerne les parties hautes de la commune (au dessus de la mi-pente), il est géré par le Parc Naturel Régional des Monts d'Ardèche.

L'autre site concerne les vallées de la Beaume et de la Drobie, il regroupe environ 13 communes. Il était géré jusqu'en 2018 par le Syndicat de Rivières Beaume-Drobie. Cependant, à l'instar du SICV, et suite à la loi NOTRE, le syndicat de rivières Beaume/Drobie est devenue l'EPTB (fusion des syndicats Beaume-Drobie, Chassezac, Ardèche Claire). Pour rapprocher la gestion de ces sites de nos communes, le comité de pilotage local à choisir la Communauté de Communes Beaume-Drobie afin de reprendre la gestion de ce site, et Guillaume

BONIN a été élu pour présider le comité de pilotage qui réunit tous les maires des communes concernées.

Guillaume BONIN propose de délibérer pour approuver la prise de compétence "Gestion d'ENS / Nature 2000" par la Communauté de Communes Beaume-Drobie.

Approbation par 9 voix

16/ Commission extra-municipale Tourisme

Pierre GLACHANT présente les orientations que pourraient prendre cette commission avec une priorité autour du camping et ses environs. La valorisation du patrimoine paysan, de la faune et la flore seront également à privilégier. Il propose que conformément au règlement intérieur, la commission soit composée de

- Personnes externes au CM : Mireille DUVERNOIS – Marie BLINOVA – Robert SEVEYRAC – Roger RIEU
- Personnes élues : Guillaume BONIN - Pierre GLACHANT – Annette VAN DONGEN – Didier MAZILLE

Approbation par 9 voix

17/ Échos de délégations intercommunales :

- **Syndicat de la Montagne Ardéchoise** : Annette VAN DONGEN explique qu'une étude est en cours pour envisager la diversification de la Croix de Bauzon compte tenu du manque de neige. Annette VAN DONGEN déplore l'absence de Compte-rendu à l'issue des réunions du SMA.
- **Syndicat Intercommunal de Voirie et Travaux Associés** : André JOUVE explique que le **SIVTA** est en train de résoudre les difficultés de personnels et matériels qui existaient.
- **Tourisme** : Pierre GLACHANT fait retour des réunions organisées par la Communauté de Communes au sein de la commission Randonnée, lors desquelles il est question de valoriser les espaces naturels et le développement d'activités, notamment Vélo.
- **Parc Naturel Régional des Monts d'Ardèche** : Jacqueline BALAZUN fait état de la dernière réunion et évoque le lancement de la réflexion sur les événements à organiser en 2021 au sujet des 20 ans du PNR. Jacqueline nous tiendra informés du cadre et des besoins de cet anniversaire
- **Centre Hospitalier des Cévennes Ardéchoises** : Didier MAZILLE fait état de la situation de l'hôpital de Joyeuse avec la fermeture du service SSR (Soins de Suite et Réadaptation) après celui de médecine. Une embauche future d'un médecin semble sur le point d'aboutir et viendrait alléger une situation qui demeure très fragile. Didier MAZILLE rapporte que la motion de santé que le **Conseil Municipal** avait votée lors du dernier CM a été approuvée par 17 des 19 communes de la CDC. Didier MAZILLE verra avec la CDC pour en faire la publicité.
- **CDC** : Pascale MANFREDI rapporte plusieurs points travaillés à la CDC
 - Fermeture du SYMPAM avec une stratégie à trouver pour le maintien du POLINNO
 - Ordures ménagères : évolution des points de collecte
 - Projet crèche de Valgorge. Le cabinet TAM-TAM a été retenu comme architecte
 - Projet de Meyrand : Ce projet comporte 2 phases : table d'orientation et utilisation de la cabane au sommet avec le projet d'un chemin piétonnier entre le sommet et la table d'orientation

- o La CDC devrait proposer aux délégués un débat sur le projet éolien en janvier.

18/ Décisions prises par le Maire de par ses délégations :

Guillaume BONIN informe le conseil de l'embauche d'André SARRAZIN comme agent pour pallier l'absence à venir d'Aurélien ESMEL. Son contrat a débuté le 01/12/2020 et prendra fin le 31/08/2021, avec des périodes d'activité calées sur les absences à venir d'Aurélien ESMEL

Fin du conseil à 21h40